



Remaniement : le voile se lève sur le gouvernement Borne II.

Plus de deux mois après la réélection d'Emmanuel Macron, et suite à l'échec des législatives, l'Elysée a officiellement annoncé la nouvelle équipe ministérielle. Ce nouveau gouvernement, convoqué à 16 heures pour un premier Conseil des ministres, devra faire face à la montée de la colère sociale, en pleine poussée de l'inflation en France.

Après les élections législatives des 12 et 19 juin, plusieurs ministres du gouvernement Borne n'ont pas été élus. Aussi, l'usage veut qu'ils quittent leur fonction au sein de l'exécutif. Deux semaines après ces élections marquées par l'échec d'obtenir une majorité franche à l'Assemblée nationale pour Emmanuel Macron, l'heure du remaniement a sonné. Un nouveau gouvernement a été officialisé par un communiqué de l'Elysée un peu avant 11 heures. Les passations de pouvoir devraient avoir lieu dans la foulée. Emmanuel Macron a convoqué un Conseil des ministres à 16 heures.

Ce remaniement, puis mercredi le discours de politique générale prononcé par Elisabeth Borne (reconduite par Emmanuel Macron), - pour lequel elle n'a toujours pas dit si elle solliciterait la confiance des députés par un vote - doivent permettre de clore ce qui a paru comme une longue période de flottement pour l'exécutif, depuis la réélection d'Emmanuel Macron le 24 avril, il y a près de deux mois et demi.

LE MAIRE RESTE À BERCY

Sans attendre l'annonce officielle, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a d'ores et déjà annoncé sur France Inter qu'il gardait son portefeuille à Bercy. Interrogé sur son maintien à ce poste dans le nouveau gouvernement d'Elisabeth Borne, Bruno Le Maire a répondu par l'affirmative, en soulignant que « ÇA N'EST PAS UN SCOOP ».

Gérald Darmanin est, lui aussi, conforté à son poste de ministre de l'Intérieur élargi aux collectivités territoriales et de l'Outre-Mer.

Parmi les autres changements, Olivier Veran, actuel ministre des Relations avec le Parlement, devient porte-parole du gouvernement, « CHARGE DU RENOUVEAU DEMOCRATIQUE ». Il remplace Olivia Grégoire à ce poste. Cette dernière, par ailleurs députée de Paris, rejoint Bercy, pour devenir ministre déléguée des PME, du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

Franck Riester remplace Olivier Véran comme ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement.

BRAUN À LA SANTÉ, BÉCHU À L'ÉCOLOGIE

Autre nomination qui était très attendue : celle du ministre de la Santé. En pleine crise des urgences, le Dr François Braun, président de l'association Samu-Urgences de France remplace Brigitte Bourguignon, battue aux législatives. Ce dernier, qui est aussi chef des urgences du centre hospitalier régional de Metz-Thionville, a piloté la mission flash dont il a rendu jeudi les conclusions pour répondre à la crise des urgences et dont les 41 recommandations ont été retenues par Matignon. Il devra préparer et conduire la « GRANDE CONCERTATION » sur l'accès aux soins promise par le chef de l'Etat réélu. Lors de sa prise de fonctions, il s'est engagé sans délai à s'atteler à la rénovation du système français de santé, qu'il juge « A BOUT DE SOUFFLE ».

Dans ce jeu de chaises musicales, une place de choix est donnée aux partenaires de la majorité présidentielle. Ainsi, Christophe Béchu (LR), ministre délégué aux collectivités territoriales, et proche d'Edouard Philippe, prend le ministère de la Transition écologique. Le maire d'Angers remplace à ce ministère, stratégique pour la transition écologique, Amélie de Montchalin, battue aux législatives. Tandis que la MoDem Sarah El Haïry, secrétaire d'Etat chargée de la Jeunesse dans le précédent quinquennat, prend les Collectivités territoriales.

Caroline Cayeux, maire divers droite de Beauvais (ex-LR) et présidente de l'association Villes de France, fait son entrée au gouvernement et prend le Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales.

Aux Outre-mer, l'ancien préfet Jean-François Carenco est nommé en remplacement de Yaël Braun-Pivet qui a pris la présidence de l'Assemblée nationale.

LE RETOUR DE SCHIAPPA ET LE DÉPART D'ABAD

Figure médiatique du premier mandat Macron, Marlène Schiappa revient au gouvernement, et elle est cette fois chargée de l'économie sociale et solidaire et de la vie associative. Après des postes liés à des thématiques sociétales, elle détient pour la première fois un portefeuille lié à l'économie.

L'actuel titulaire de l'Europe, Clément Beaune prend le ministère des Transports. Parmi les dossiers qui l'attendent, il devra notamment mettre en œuvre les plans pour décarboner la route, l'aérien et le maritime, se pencher sur l'avenir des concessions autoroutières ou trouver des moyens pour moderniser le réseau ferré.

C'est l'économiste Laurence Boone, ancienne conseillère économique du président François Hollande (2014 à 2016), et qui était depuis janvier secrétaire générale adjointe de l'OCDE, qui prend son poste au secrétariat d'Etat dédié à l'Europe, quelques jours après la fin de la présidence française de l'UE.

En revanche, le ministre des Solidarités Damien Abad, confortablement réélu aux élections législatives, mais visé par une enquête pour tentative de viol, quitte le gouvernement. Il est remplacé par le patron de la Croix Rouge Jean-Christophe Combe.

GRANDJEAN, LESCURE , BECHT ET BARROT NOMMÉS MINISTRES DÉLÉGUÉS

Quant aux autres nominations, la Macroniste de la première heure et députée de Meurthe-et-Moselle, Carole Grandjean, est nommée ministre déléguée à l'Enseignement et à la Formation professionnels.

Roland Lescure, président de la commission des Affaires économiques pendant la dernière mandature et qui espérait prendre la présidence de l'Assemblée nationale devient ministre délégué chargé de l'Industrie.

Le député du Haut-Rhin Olivier Becht, proche de Franck Riester, est nommé ministre délégué chargé du commerce extérieur. Il avait fondé pendant la dernière mandature un dixième groupe politique à l'Assemblée, « Agir ensemble », allié de la majorité.

De son côté, le député MoDem Jean-Noël Barrot occupe la fonction de ministre délégué à la Transition numérique et aux Télécommunications. Quant à Olivier Klein, maire de Clichy-sous-Bois en Seine-Saint-Denis, l'une des villes les plus pauvres de France, il devient ministre délégué à la Ville et au logement.

Le député LREM, Hervé Berville, a, lui, été choisi comme secrétaire d'Etat à la Mer.